

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MERCREDI 01 DÉCEMBRE 2010

WOENSDAG 01 DECEMBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 07 sous la présidence de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers.

01 Questions jointes de

- Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les manœuvres de Fedasil pour éviter d'exécuter les ordonnances la condamnant sous astreinte à fournir un hébergement" (n° 564)
- M. Filip De Man au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les astreintes de 500 euros à verser à des demandeurs d'asile" (n° 618)
- M. Filip De Man au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les astreintes de 500 euros à verser à des demandeurs d'asile" (n° 619)
- Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les astreintes imposées à Fedasil" (n° 647)
- Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la défense de Fedasil devant les juridictions du travail" (n° 1158)

01.01 Sarah Smeyers (N-VA): L'année dernière, 1 000 demandeurs d'asile ont dû dormir dans la rue pendant l'hiver et cette année, ce nombre pourrait déjà s'élever à 7 000. La procédure en référé est utilisée comme ultime recours pour obtenir une astreinte. C'est la raison pour laquelle Fedasil accorde la priorité à l'hébergement de ces demandeurs d'asile.

En septembre 2010, le tribunal du travail de Bruxelles comptabilisait 103 dossiers dans lesquels des demandeurs d'asile avaient introduit une demande en référé. En octobre, ce nombre s'élevait déjà à une centaine de dossiers par semaine. D'une part, cette situation génère une énorme charge de travail pour les tribunaux dans les grandes villes et, d'autre part, il devient pour ainsi dire impossible d'obtenir une place d'accueil sans engager une procédure judiciaire. En fait, les tribunaux servent actuellement à combler les lacunes de la politique d'asile. Les autorités publiques n'ont entre-temps toujours pas résolu le problème du besoin impérieux de places d'accueil.

Des places d'accueil seront-elles également octroyées aux 4 000 demandeurs d'asile qui n'ont pas encore introduit une action en justice? À mon estime, le système des astreintes stimule l'effet d'aspiration. Quelles mesures structurelles le secrétaire d'État prendra-t-il pour résoudre ce problème?

01.02 Filip De Man (VB): De nombreuses personnes ont été étonnées d'apprendre que des astreintes sont

payées à des demandeurs d'asile ne recevant pas de place d'accueil.

À combien se montent les astreintes payées à ce jour? Le montant de 500 euros accordé par le juge est-il octroyé par famille ou à chaque membre de la famille individuellement? Combien de procédures sont en cours à Bruxelles, à Anvers, à Gand et dans d'autres villes?

Le quotidien *De Morgen* a récemment publié un article faisant état des montants déboursés pour les avocats pro deo; en octobre et novembre, les frais se seraient élevés à un quart de million d'euros. Le secrétaire d'État peut-il confirmer ces chiffres?

01.03 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): De novembre 2009 à ce jour, des astreintes à hauteur de 339 500 euros ont été versées à 84 personnes. Le juge détermine le montant de l'astreinte, qui s'élève parfois à 500 euros mais pas toujours. Il arrive aussi qu'un montant de 250 euros par exemple soit imposé par jour et par membre de la famille, ou de 500 euros par adulte membre de la famille et de 250 euros par mineur membre de la famille. Étant donné le grand nombre de procédures en cours, dont une grande partie ont été lancées sur requête unilatérale, il n'est pas possible de communiquer le nombre de dossiers en cours au tribunal.

01.04 Sarah Smeyers (N-VA): Je n'ai pas obtenu de réponse à ma demande de prévoir un accueil pour les 4 000 demandeurs d'asile qui n'ont pas encore fait appel à un avocat.

Le montant total versé en astreintes est relativement faible. La libération prioritaire de places d'accueil porte apparemment ses fruits. Si une forte pression est exercée sur Fedasil, on arrive donc à un résultat. Ne peut-on pas trouver une solution structurelle?

La situation est dramatique mais il faut également intervenir en ce qui concerne le transit des demandeurs. Si nous assimilons notre loi sur l'accueil à la norme imposée par les instances européennes, 27 % de la capacité d'accueil peut se libérer. La procédure doit être raccourcie, le droit à l'accueil doit être limité aux personnes dont il s'agit de la première procédure, aux véritables demandeurs d'asile. Pourquoi le secrétaire d'État n'a-t-il pas la volonté politique de prendre cette décision?

01.05 Filip De Man (VB): Le secrétaire d'État peut-il confirmer les montants cités à propos des avocats pro deo?

01.06 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je dois demander que ces chiffres soient vérifiés.

L'incident est clos.

02 Question de M. Filip De Man au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'augmentation dramatique des dépenses totales de Fedasil" (n° 631)

02.01 Filip De Man (VB): Le budget de Fedasil a augmenté de façon spectaculaire ces dernières années. Cette année, les dépenses de Fedasil s'élèveraient à 327 millions d'euros. Il était acquis que le nombre de demandes d'asile connaîtrait une hausse spectaculaire à la suite de la campagne de régularisations massives de 2008. L'année 2010 se clôturera par plus de 20 000 demandes d'asile qui ensemble, concernent 30 000 demandeurs d'asile.

Est-il exact que Fedasil demandera un budget de 430 millions d'euros l'année prochaine?

02.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le nombre des demandeurs d'asile a augmenté avant même qu'il soit question de régularisations. De plus, les régularisations ont surtout pour conséquence que les gens ne figurent plus dans le budget de Fedasil. Pour 2011, il n'est question pour l'instant que de douzièmes provisoires. Ceux-ci s'élèvent à 25 % du budget ajusté de 2010.

02.03 Filip De Man (VB): On parle de douzièmes provisoires alors que nous nous trouvons face à une gigantesque crise en matière d'asile. C'est ce que j'appelle mettre la tête dans le sable.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **Mme Sarah Smeyers** au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la grève chez Fedasil" (n° 1001)
- **Mme Karin Temmerman** au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la crise au sein du personnel de Fedasil" (n° 1074)
- de **Mme Sarah Smeyers** au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les résultats de la grève chez Fedasil" (n° 1247)

03.01 Sarah Smeyers (N-VA): Le 18 novembre dernier, le personnel de Fedasil a débrayé pendant 50 minutes, et le 22 novembre, il a observé une grève de 24 heures. Après trois années de crise interne, les syndicats exigent de meilleures conditions de travail, un statut clair pour le personnel et l'intégration de Fedasil dans la fonction publique.

Le nombre croissant de demandes d'asile et la crise de l'asile dans son ensemble ont donné lieu à une vive pénurie de main-d'œuvre chez Fedasil; or l'Inspection des Finances bloque le recrutement de 29 travailleurs supplémentaires. Le secrétaire d'État a fait appel de cette décision, a promis de se ranger à l'avis des syndicats et avait dit qu'il demanderait au secrétaire d'État Wathelet de débloquer les fonds nécessaires.

Va-t-il prendre enfin les mesures qui s'imposent? Combien de personnes supplémentaires seront-elles engagées? L'Inspection des Finances octroiera-t-elle les fonds nécessaires?

Les syndicats réclament en outre un contrat définitif pour tous les membres du personnel et une prolongation des contrats en cours. Cette exigence sera-t-elle rencontrée? Le statut du personnel sera-t-il bientôt fixé? Quand les revendications syndicales seront-elles acceptées et dans quel ordre de priorité seront-elles mises en œuvre?

03.02 Karin Temmerman (sp.a): La crise au sein du personnel de Fedasil n'en finit pas. Le personnel a interrompu le travail le 18 novembre et il s'est mis en grève le 22, principalement en raison de la pression du travail très élevée qu'il subit à cause de la crise de l'accueil. Certains membres du personnel travailleraient 70 heures par semaine. Pour l'attribution de moyens, le gouvernement en affaires courantes doit se baser sur le plan "personnel" 2008. Par conséquent, le Conseil des ministres décide bien de prendre une série de mesures sans que les moyens requis à cette fin soient dégagés.

Non seulement les 29 membres du personnel supplémentaires ne seront pas recrutés mais 80 contrats risquent de ne pas être prolongés en 2011. Ce manque de personnel hypothèque notamment l'accompagnement des mineurs non accompagnés.

Il était prévu que le secrétaire d'État entreprenne des démarches pour mettre à néant la décision de l'Inspection des Finances. Est-ce déjà chose faite? Certains résultats ont-ils déjà été engrangés? Les membres du personnel supplémentaires seront-ils recrutés et quand seront-ils mis au travail? Les 80 contrats seront-ils prolongés?

03.03 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je me consulte régulièrement avec les syndicats à mon cabinet. J'ai également reçu les syndicats en grève le 22 novembre. Ils revendiquent le recrutement du personnel supplémentaire promis, recrutement qui est actuellement bloqué pour des raisons budgétaires, l'inclusion de Fedasil dans la fonction publique et la confection d'un statut du personnel.

Après concertation avec le secrétaire d'État Wathelet, un accord relatif au cadre du personnel a été conclu. Quarante contrats pourront être débloqués. Je suis en principe d'accord avec les revendications ayant trait à la fonction publique et au statut mais cela dépasse le cadre des pouvoirs d'un gouvernement en affaires courantes. Toutefois, nous ferons déjà les démarches préparatoires nécessaires en collaboration avec le SPF Personnel et Organisation.

03.04 Sarah Smeyers (N-VA): Le gouvernement se retranche de plus en plus derrière le paravent des affaires courantes. La crise de l'accueil et la crise au sein du personnel de Fedasil ne datent pas de la chute du gouvernement. Un chaos total règne en effet depuis trois ans à la tête de Fedasil. Avec la crise de l'accueil, le personnel est débordé. Je ne voudrais pas être à sa place car remettre tous les jours à la rue de nombreux demandeurs d'asile est une tâche ingrate.

Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement ne crée pas tout de suite des places d'accueil supplémentaires car pendant la période hivernale, des places supplémentaires peuvent en effet être créées. Toutefois, les centres d'accueil existants connaissent également des problèmes dus à des arrivées beaucoup trop importantes dans ces centres, ces arrivées excessives ayant elles-mêmes leur origine dans la loi laxiste sur l'accueil. Les vrais demandeurs d'asile en sont aujourd'hui victimes. Ce problème se pose depuis trois ans déjà. Le gouvernement aurait dû prendre ces difficultés à bras-le-corps beaucoup plus tôt au lieu de se retrancher derrière les affaires courantes.

03.05 Karin Temmerman (sp.a): Je rejoins Mme Smeyers. Le gouvernement ne devrait plus se retrancher derrière les affaires courantes car ce problème se pose depuis des années. L'ensemble du gouvernement porte la responsabilité de ce qui se passe actuellement.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la concertation d'urgence" (n° 1327)

04.01 Karin Temmerman (sp.a): Une réunion a été organisée hier pour tenter de résoudre le problème aigu de l'accueil nocturne des personnes laissées à la rue dans les conditions extrêmes que nous connaissons.

Quand cette concertation a-t-elle été planifiée et quels en sont les résultats? A-t-on pu organiser un accueil définitif immédiat pour ce dernier groupe d'une centaine de personnes?

04.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il s'agissait d'une concertation d'urgence au cours de laquelle la discussion a porté sur le renforcement des initiatives d'accueil pendant la période d'hiver. On a insisté sur la fermeture des immeubles squattés sans perdre de vue le relogement et l'encadrement. Plusieurs centaines de places supplémentaires ont été désignées. On dressera un aperçu des possibilités de places supplémentaires dans l'attente d'une solution plus structurelle. J'ai déjà créé moi-même antérieurement 400 places supplémentaires à Ixelles par le biais du Samu Social. Actuellement, 2 000 places sont également aménagées dans le cadre des initiatives locales d'accueil, ainsi que 2 412 places dans les casernes.

04.03 Karin Temmerman (sp.a): Si j'ai bien compris, aucune solution définitive n'a donc encore été trouvée pour les centaines de personnes qui se trouvaient dans la rue lundi et mardi. On cherche encore des solutions et le problème est en partie renvoyé aux autorités locales. On aurait toutefois pu prévoir les problèmes imminents. La concertation organisée lundi soir est bien trop tardive. M. De Crem met apparemment des casernes à disposition mais il ne souhaite pas prendre en charge le transport. L'ensemble du gouvernement est donc responsable du fait qu'un certain nombre de personnes se retrouveront une nouvelle fois dans la rue cette nuit.

La **présidente**: La situation est quand même dramatique!

L'incident est clos.

05 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil des demandeurs d'asile mineurs non accompagnés dans des hôtels" (n° 1022)

05.01 Sarah Smeyers (N-VA): Septante-six demandeurs d'asile qui sont des mineurs non accompagnés séjournent dans trois hôtels à Bruxelles où ils causent des nuisances. Bon nombre de ces jeunes adultes ne sont pas de véritables demandeurs d'asile mais ils ont droit à l'accueil en vertu d'une disposition de la loi en

la matière.

Sur la base de quels critères Fedasil décide-t-elle d'envoyer les demandeurs d'asile mineurs non accompagnés dans des hôtels? Pourquoi ne sont-ils pas dirigés vers un centre d'accueil? Un accompagnement est-il prévu? Que fait Fedasil s'ils sont arrêtés pour vol ou pour des nuisances?

05.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Si Fedasil n'a plus de places disponibles dans les centres d'observation et d'orientation, les mineurs étrangers non accompagnés doivent être envoyés à l'hôtel lorsqu'il s'agit de jeunes presque majeurs ou présumés tels.

Chaque jour, le réseau d'accueil régulier réserve un certain nombre de places aux mineurs étrangers non accompagnés. Celles-ci sont prioritairement attribuées aux mineurs les plus vulnérables, comme les jeunes demandeuses d'asile ou les enfants les plus jeunes, s'ils ne peuvent être accueillis dans les centres d'observation et d'orientation surchargés.

Un après-midi par semaine, un coordinateur des centres d'observation et d'orientation ainsi qu'un membre du personnel de Fedasil se rendent dans les hôtels pour informer les mineurs et déterminer leur degré de vulnérabilité. La Croix-Rouge fait la même démarche une fois par semaine. Un tuteur agréé est désigné à la fin de la procédure d'identification.

Si le mineur a commis certains actes, Fedasil organise une rencontre entre le tuteur, le jeune et le personnel de Fedasil pour trouver des solutions. Le tuteur a lui aussi la responsabilité d'entreprendre des démarches concrètes pour assister le jeune.

Il est systématiquement tenu compte de l'âge de chaque mineur. Le service des Tutelles, responsable en la matière, est placé sous l'autorité du ministre de la Justice.

05.03 Sarah Smeyers (N-VA): Comme je l'interrogeais à ce sujet, le secrétaire d'État Wathelet m'a renvoyée immédiatement au ministre de la Justice. Je l'interrogerai à propos du nombre d'abus sur la base du critère de l'âge. Notre législation interdisant le séjour de mineurs en centre fermé, je suppose que les abus sont nombreux. Cette situation crée un effet d'aspiration de prétendus mineurs. Un scanner des os révèle une marge de deux ans.

Ma question portait par ailleurs également sur les mineurs non accompagnés. À mes yeux, il est inadmissible qu'ils soient hébergés dans un hôtel. Un après-midi par semaine me paraît constituer un accompagnement insuffisant et un tuteur ne peut les surveiller en permanence.

L'accueil connaît une situation de crise absolue dont le gouvernement dans son ensemble porte la responsabilité. À mes yeux, il est inacceptable que des jeunes prétendent mineurs séjournent dans un hôtel alors que les véritables demandeurs d'asile se retrouvent à la rue. On a en tout cas le sentiment que ces prétendus mineurs ne constituent pas de véritables demandeurs d'asile. L'afflux doit être limité, l'accueil en milieu hôtelier doit cesser et les véritables demandeurs d'asile doivent se voir offrir une place en centre d'accueil.

L'incident est clos.

06 Question de M. Manu Beuselinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les personnes ne possédant pas la nationalité belge qui, après leur arrivée en Belgique, s'adressent aux CPAS pour obtenir un revenu d'intégration" (n° 1029)

06.01 Manu Beuselinck (N-VA): Selon la presse, il y aurait actuellement, en plus des nombreux demandeurs d'asile, un véritable afflux d'Européens de l'Est dans notre pays. Il s'agit particulièrement de ressortissants bulgares, roumains, tchèques et slovaques. Apparemment, après leur arrivée, bon nombre d'entre eux frappent rapidement à la porte du CPAS. On parle notamment de faux contrats de travail liés à des entreprises existantes ou non.

Le ministre peut-il confirmer cette tendance? Combien de non-Belges ont obtenu le revenu d'intégration en 2008, 2009 et au cours des trois premiers trimestres de 2010? Quels montants ont été versés? À combien s'élèvent, durant cette même période, les dépenses de l'assurance maladie au bénéfice de non-Belges (et, éventuellement, d'autres membres de leur famille) ayant obtenu le revenu d'intégration?

06.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Depuis 2008, il y a eu une augmentation du nombre de ressortissants européens bénéficiant du revenu d'intégration. On remarque toutefois que depuis juin 2010, ce nombre a recommencé à diminuer. Au cours de la période évoquée, le nombre de ressortissants non européens a constamment varié mais on observe ici aussi une évolution à la baisse depuis le mois de mai dernier. Résultat: en septembre 2010, nous étions de nouveau au niveau du début de l'année 2008.

Avant que les ressortissants de l'Union européenne puissent invoquer le droit à l'intégration sociale, ils doivent disposer d'un droit de séjour de plus de trois mois. Cette disposition résulte de la directive européenne 2004/38/CE du 29 avril 2004. Cette directive stipule également que les personnes ne peuvent pas constituer une charge déraisonnable pour le système de sécurité sociale du pays d'accueil.

L'échange électronique de données entre le SPP Intégration sociale et l'Office des Étrangers est en préparation actuellement. L'Office des Étrangers décidera si le droit de séjour de ces personnes doit ou non être suspendu. En cas de retrait du droit de séjour, l'aide du CPAS sera également suspendue.

Mon département ne dispose d'aucun chiffre relatif aux dépenses d'assurance maladie. Nous vous les transmettrons par écrit.

06.03 Manu Beuselinck (N-VA): J'espère en effet que des mesures seront prises rapidement pour lutter contre les abus actuels. La sécurité sociale ne peut subsister que si chacun y contribue, dans la mesure de ses possibilités.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les bénéficiaires d'un revenu d'intégration cohabitant avec un sans-papiers" (n° 1092)

07.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Malgré une jurisprudence majoritaire qui accorde le taux pour isolé du revenu d'intégration sociale (RIS) en cas de cohabitation avec un étranger sans papiers, de nombreux CPAS semblent n'accorder que le taux pour cohabitant. Le SPP Intégration sociale n'aurait transmis aucune directive claire et écrite aux CPAS en la matière.

Ne serait-il pas opportun qu'une directive accorde le taux pour isolé aux bénéficiaires du RIS qui cohabite avec une personne en séjour illégal et sans revenu?

07.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en français*): C'est l'enquête sociale du CPAS, contrôlée par le service Inspection du SPP, qui définit si l'intéressé répond à la définition donnée à l'article 14, alinéa 1^{er}, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale: si les personnes vivent sous le même toit et règlent principalement en commun les questions ménagères, c'est le taux pour cohabitants qui doit être accordé; si ces deux conditions ne sont pas remplies, c'est le taux pour isolé qui s'applique. Cette mise au point se trouve sur le site du SPP sous forme de question fréquemment posée.

07.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Vous me répondez en deçà de ce que vous me disiez il y a un an. De plus, selon un courrier de son directeur général, le SPP Intégration sociale se rallierait à la jurisprudence, à savoir l'octroi du taux pour isolé à la personne qui cohabite avec un étranger en séjour illégal sans enfant dans le ménage. Je suis inquiète car je pensais que vous soutiendriez la décision de votre administration.

L'incident est clos.

08 Question de M. Ben Weyts au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil de demandeurs d'asile à Ixelles" (n° 959)

08.01 Ben Weyts (N-VA): Sans aucune information à la population locale et sans aucune concertation, on prépare apparemment l'ancienne caserne de gendarmerie d'Ixelles pour l'accueil de centaines de demandeurs d'asile.

Une concertation a-t-elle été organisée avec la commune ou les riverains? Est-il exact qu'une réunion d'information avec les riverains n'a été organisée que lorsque la décision avait déjà été prise? Quel est le rôle de Fedasil? Le bâtiment a-t-il reçu l'approbation de l'inspection, alors qu'il a été vide pendant quatre ans? Le bâtiment a-t-il été inspecté par les services d'incendie? Quel est le calendrier et combien de places seront-elles disponibles?

Une centaine d'agents de police et leurs familles habitent tout près de ce site. Une centaine de demandeurs d'asile y habitent déjà également. Trois à quatre cents demandeurs d'asile viendraient s'y ajouter. Les policiers, qui peuvent être mobilisés en cas de problème avec les demandeurs d'asile, craignent pour leur sécurité et celle de leurs familles. La proximité d'habitation de policiers et de demandeurs d'asile n'est-elle pas problématique?

08.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La caserne d'Ixelles est en effet en cours d'adaptation pour pouvoir y accueillir des demandeurs d'asile. Le bâtiment est aux mains de la Régie des Bâtiments. Pour son exploitation, un accord a été conclu avec Fedasil et l'ASBL Samu Social. Le bâtiment a été jugé adéquat pour un accueil d'urgence. Environ 400 demandeurs d'asile y seraient hébergés jusqu'à la fin mai 2011. Le nombre croissant de demandeurs d'asile ainsi que les conditions hivernales nécessitent la création de places supplémentaires. Nous espérons pouvoir compter sur un maximum de compréhension vis-à-vis de la solution provisoire trouvée à Ixelles.

08.03 Ben Weyts (N-VA): Si la nécessité d'un accueil supplémentaire ne fait aucun doute, le projet doit cependant bénéficier du soutien des riverains. Ces derniers ne doivent pas être placés devant un fait accompli. Les familles des policiers sont inquiètes et il convient de garantir leur sécurité. Fedasil peut-elle prendre contact avec les policiers et leurs familles?

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les désaccords relatifs aux places d'accueil" (n° 931)

- Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil d'urgence pour les demandeurs d'asile" (n° 1012)

09.01 Sarah Smeyers (N-VA): Le cabinet restreint a décidé, fin octobre 2010, de créer au total 2 000 places d'accueil supplémentaires dans cinq lieux. Il s'agit des sites militaires de Weelde, Houthalen-Helchteren, Bastogne, Bierset et de l'infrastructure de la Protection civile de Gembloux. Les partis francophones ont exigé une concertation préalable avec les habitants et les bourgmestres et la décision a systématiquement été reportée. Entre-temps, le nombre de places manquantes s'élève déjà à 7 000. Une concertation a-t-elle été organisée avec les bourgmestres et la Croix-Rouge? Le bourgmestre de Bastogne proteste et affirme qu'aucune concertation n'a eu lieu. Est-ce exact? Confirmez-vous qu'une décision a été prise?

M. De Crem a déclaré fin octobre que les places seraient disponibles le 1^{er} décembre. Aujourd'hui, on annonce que le délai pour aménager les casernes pour l'accueil des demandeurs d'asile était insuffisant. Un délai d'un mois ne suffisait-il pas? Les casernes seront-elles mises en service dans les meilleurs délais?

09.02 Nahima Lanjri (CD&V): Le gouvernement recherche des places d'accueil supplémentaires dans les domaines militaires et dans les biens de la Régie des Bâtiments. Différents endroits sont préparés, en coopération avec la Croix-Rouge et le département de la Défense, pour recevoir des demandeurs d'asile.

Au cours de l'année écoulée, la Défense a proposé différents lieux, entre autres à Herentals, Ranst, Poelkapelle et Liège. Ces bâtiments pourraient être occupés quasi immédiatement et offrent beaucoup de places. Pourquoi cette possibilité n'a-t-elle pas été exploitée? Peut-elle être reconsidérée?

Quels efforts la Régie des Bâtiments a-t-elle consentis? Quels bâtiments ont été mis à disposition? Sont-ils immédiatement utilisables? Pourra-t-on aussi y organiser très rapidement un accueil?

La plupart des gens préfèrent que l'accueil des demandeurs d'asile ne se passe pas derrière chez eux. Cependant, je crois fermement que le problème peut être résolu si chacun fournit un effort. Le gouvernement fédéral doit assurer la coordination générale mais une concertation est-elle aussi organisée avec les autorités communales, qui peuvent apporter leur aide en cas d'urgence? Des initiatives sont-elles prises pour créer un consensus social dans les communes concernées?

09.03 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La décision du gouvernement d'utiliser les sites militaires a été prise le 17 novembre et non fin octobre.

Poelkapelle est opérationnel. À Houthalen-Helchteren, Bastogne et Bierset, 550 personnes pourront être abritées. À Weelde, 512 personnes pourront être hébergées tandis qu'à Gembloux, 250 personnes pourront trouver refuge. Des critères minimums pour un accueil d'urgence temporaire ont été convenus au préalable avec Fedasil et la Croix-Rouge. Hormis les critères de faisabilité, des critères budgétaires, matériels et organisationnels entrent en ligne de compte lorsqu'il s'agit d'aménager rapidement de tels sites. De plus, il est indispensable de trouver un personnel suffisant.

La Régie des Bâtiments a proposé certains bâtiments dont le bâtiment de Gembloux. Les travaux d'aménagement seront à charge de la Croix-Rouge. Les autres propositions de la Régie, qui concernent l'accueil à petite échelle, ont été attribuées au *Vluchtelingennetwerk Vlaanderen* et au CIRÉ.

Tous les sites proposés de la Défense ont été visités. Certains sites ont été refusés parce que le coût de leur aménagement était excessif ou parce que l'organisation d'un accueil urgent y prendrait trop de temps. Il s'agissait souvent de terrains en friche ou de bâtiments en ruines.

Après la décision du Conseil des ministres restreint du 27 octobre 2010, les bourgmestres concernés ont été contactés. Des concertations ont été organisées entre les bourgmestres et le délégué aux places d'accueil, la Croix-Rouge et Fedasil. Le bourgmestre de Bastogne était empêché. D'autres réunions de concertation et d'information auront lieu et la Croix-Rouge distribuera un dépliant d'information dans les communes. En outre, un comité d'accompagnement local verra le jour. Une concertation a eu lieu ultérieurement avec la commune de Bastogne. Il devrait être possible d'utiliser les sites concernés avant la fin de l'année.

09.04 Sarah Smeyers (N-VA): Il est nécessaire d'informer au préalable les habitants, le bourgmestre et les pouvoirs locaux de l'aménagement imminent sur leur territoire de centres d'accueil temporaires. Il est impératif de veiller à obtenir le soutien des populations concernées. Aujourd'hui, il est évidemment trop tard. Si nous durcissons la loi sur l'accueil de manière à ce que seuls les vrais demandeurs d'asile viennent chez nous, une frange plus importante de la population adopterait une attitude positive.

Il est prévu de rendre ces sites opérationnels avant la fin de l'année. Il n'est donc pas exclu qu'ils ne soient utilisables que le 31 décembre alors que le ministre de la Défense avait parlé à l'époque du 1^{er} décembre. En attendant, il fait très froid dehors.

09.05 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La Croix-Rouge doit mettre à disposition du personnel et du matériel.

09.06 Sarah Smeyers (N-VA): Ne pourriez-vous pas lui demander instamment de se dépêcher?

09.07 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je l'ai fait.

09.08 Sarah Smeyers (N-VA): Cela fait maintenant cinq semaines que cette mesure a été annoncée.

09.09 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La décision a été prise le 17 novembre, il y a seulement deux semaines.

09.10 Sarah Smeyers (N-VA): Vous avez traîné parce que le gouvernement a discuté très longuement du cas de Bastogne.

09.11 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Sans décision du gouvernement, on ne peut pas démarrer.

09.12 Nahima Lanjri (CD&V): Gardons-nous de nous culpabiliser mutuellement. Les ministres doivent se garder d'adopter une telle attitude entre eux et culpabiliser la Croix-Rouge est la dernière chose à faire. Dans le passé, le gouvernement avait décidé d'acheter des lieux d'hébergement individuels mais cette acquisition a pris beaucoup trop de temps en raison de l'adjudication. C'est la raison pour laquelle la Croix-Rouge vient d'être sollicitée. Elle est appelée à faire en très peu de temps ce que le gouvernement n'a pas réussi à faire. Nous ne pouvons qu'être reconnaissants envers la Croix-Rouge. Nous ne devons pas la culpabiliser. La décision a été prise trop tard.

Le Conseil des ministres du 17 décembre 2009 s'était déjà saisi de ce dossier de l'accueil. Il avait dit alors que certaines places seraient disponibles immédiatement. Si le gouvernement avait décidé à ce moment-là de faire usage de ces places, sachant qu'il y aurait évidemment aussi une période hivernale en 2010, le problème actuel ne se poserait pas. Ce qui est en cause, ce n'est donc pas seulement la décision la plus récente. S'il fallait encore faire des travaux aux infrastructures de la Défense, pourquoi ne les a-t-on pas entamés?

Chacun doit aujourd'hui apporter sa pierre à l'édifice. En outre, j'ai fait certaines suggestions au cabinet concernant certaines places d'accueil envisageables. J'espère que des solutions seront apportées aussitôt que possible à ce problème.

09.13 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La décision date du 17 novembre.

09.14 Nahima Lanjri (CD&V): La décision la plus récente, oui, mais pour traiter ce problème, il ne suffit pas de suivre une approche à court terme. Au cours de l'année écoulée, nous nous sommes efforcés de trouver des places d'accueil et c'est alors que la Défense a fait ses propositions. Certains travaux d'infrastructure prennent des semaines, voire des mois. Aujourd'hui, il est donc trop tard car l'hiver a commencé. J'espère que nous poursuivrons sur notre lancée et je tiens à témoigner mon soutien au personnel de la Croix-Rouge ainsi qu'à celui des ONG. Heureusement qu'ils sont encore là.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la création d'ILA pour l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 1013)

10.01 Nahima Lanjri (CD&V): Même si l'on table sur 2 000 places d'accueil supplémentaires grâce aux efforts des administrations locales, la VVSG nous a fait savoir que les CPAS ne sont pas en mesure de créer à court terme les initiatives locales d'accueil (ILA) attendues. Elles estiment également que la prolongation des baux à deux ans est insuffisante. Elles voulaient trois ans.

Des mesures sont-elles prises pour convaincre davantage les CPAS, et plus particulièrement les 120 CPAS qui ne disposent pas d'une ILA? Combien de places ont déjà été demandées à l'heure actuelle?

Certains CPAS accordent tout de même une aide financière limitée à des personnes pour qui elles ne disposent pas d'une place d'accueil. L'aide proprement dite est remboursée mais pas le travail du personnel et l'encadrement nécessaire à cet effet. Nous ne pouvons courir le risque de voir à terme certains CPAS devoir refuser toute une série de services par manque de personnel.

10.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): À en croire Mme Lanjri, il est trop tard pour les casernes et trop tôt pour les ILA. C'est assez particulier.

Je rappelle une fois encore les incitants pour les CPAS. Les accords sont valables deux ans, avec un préavis de trois mois.

Pour convaincre les CPAS qui n'ont pas développé d'ILA, des séances d'informations régionales seront organisées avec la fédération des CPAS et Fedasil.

Entre le moment où un CPAS annonce son projet de lancer une ILA et l'ouverture de celle-ci, il faut compter dix à trente jours. Depuis la circulaire du 27 octobre, 500 places ont déjà été proposées pour 2011.

10.03 Nahima Lanjri (CD&V): Je suis heureuse d'apprendre que les CPAS n'ayant pas créé d'ILA seront encouragés en ce sens.

Je n'ai pas dit qu'il était trop tôt pour les ILA. J'ai dit que les CPAS se plaignent qu'il soit fait preuve de précipitation. La recherche de logement et l'embauche de personnel prennent du temps. Ils auraient souhaité être informés plus tôt de la demande de places supplémentaires.

Je maintiens ma préférence pour des baux de trois ans, notamment parce que la loi régissant la location prévoit des contrats de trois, six et neuf ans. J'escompte un soutien supplémentaire aux administrations communales.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la prolongation de l'accueil en cas de circonstances exceptionnelles" (n° 1264)

11.01 Sarah Smeyers (N-VA): Dans certaines situations, des demandeurs d'asile déboutés peuvent obtenir un prolongement de leur séjour en centre d'accueil même s'ils se sont vu signifier un ordre de quitter le territoire. La troisième situation justifiant une telle prolongation, énumérée à l'article 7 de la loi sur l'accueil, me paraît étrange.

Ainsi, un demandeur d'asile dont les procédures d'asile et de recours sont arrivées à leur terme et qui introduit une demande visant à rester plus longtemps parce qu'il lui est impossible de retourner dans son pays peut, en cas de réponse favorable, continuer à bénéficier de l'aide matérielle.

Dans le cadre de cette crise, il me paraît indiqué d'éloigner le plus rapidement possible des centres d'accueil les demandeurs déboutés pour laisser ces places à de nouveaux demandeurs d'asile. Par ailleurs, Fedasil est saturé de travail. Chaque jour amène son lot de requêtes visant à l'imposition d'une astreinte. La possibilité que je viens d'évoquer entraîne une charge de travail supplémentaire ainsi qu'un retard dans l'offre de places dans les centres d'accueil. Chaque jour supplémentaire offert à une personne déboutée est une journée de plus durant laquelle un nouveau demandeur d'asile sera à la rue.

Comment Fedasil traite-t-elle les demandes de prolongement de l'accueil? L'intéressé continue-t-il de bénéficier d'un accueil dans l'attente d'un avis motivé de Fedasil? Combien de temps faut-il patienter avant de recevoir une réponse à une telle demande? Le secrétaire d'État estime-t-il qu'il est opportun, eu égard à la crise aiguë de l'accueil que nous connaissons, de prolonger la durée de l'accueil de personnes déboutées?

11.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La procédure de demande de prolongation de l'aide matérielle est explicitée dans l'instruction de Fedasil du 6 avril 2010. La loi sur l'accueil prévoit sept situations dans lesquelles le droit à l'aide matérielle est prolongé.

Il s'agit de l'unité familiale, de la force majeure, de la grossesse, de l'impossibilité de retourner dans le pays d'origine en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la personne, d'un parent belge, de la signature d'un accord de retour volontaire et, enfin, de raisons médicales étayées par un 9^{ter}.

Ces situations ne donnent pas automatiquement droit à la prolongation de l'aide matérielle. Elles doivent satisfaire à des conditions très spécifiques définies dans l'instruction susmentionnée. J'espère que l'on comprend qu'il est parfois impossible de procéder à une expulsion pour des raisons humanitaires, par exemple dans la dernière phase d'une grossesse.

Si les conditions pour l'introduction d'une demande sont respectées, la personne continuera à bénéficier de l'accueil. Le délai nécessaire pour répondre à la demande varie d'une situation à l'autre.

Je suis étonné du chiffre de 400 demandes, étant donné que les demandes sont traitées, selon leur type, par différents services. Les cas de prolongation de l'aide matérielle ne sont, à mes yeux, pas la cause de la saturation du réseau d'accueil vu le durcissement des conditions depuis 2009.

Il s'agit de respecter la loi, qui prévoit des situations très précises dans lesquelles il est légitime de prolonger temporairement l'aide matérielle. Je pense toutefois que les demandes doivent être examinées le plus rapidement possible, même si leur incidence sur la crise de l'accueil n'est que marginale.

11.03 Sarah Smeyers (N-VA): Il ne s'agit pas de situations précises mais de raisons médicales par exemple. Celles-ci sont vagues et entraînent des abus. La loi est bien sûr la loi mais le ministre peut également la modifier ou la préciser.

La crise de l'accueil est totale et je veux dès lors veiller à ce que l'on recherche la moindre possibilité d'accélérer le transit. C'en est une.

Je déplore que le secrétaire d'État ne puisse nous communiquer des chiffres exacts. Je trouve étrange qu'il ne puisse préciser le nombre de dossiers en cours ni le délai de traitement.

L'incident est clos.

12 Question de M. Wouter De Vriendt au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil des sans-abri" (n° 1262)

12.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le gouvernement a-t-il déjà convenu d'une approche planifiée pour l'accueil des sans-abri cet hiver? Des contacts ont-ils été pris avec des représentants des provinces et des Régions? Quelles mesures structurelles le gouvernement a-t-il prises depuis la crise de l'accueil des sans-abri l'hiver passé?

L'hiver dernier, une somme unique de 250 000 euros a été injectée dans la capacité d'accueil de Bruxelles, d'Anvers, de Gand, de Charleroi et de Liège. Des actions similaires seront-elles lancées cet hiver?

Au cours des années précédentes, les sans-abri ont également cherché refuge à l'aéroport national. De quels équipements dispose l'aéroport pour l'hiver à venir?

Qu'en est-il du projet "Hope in stations"? De quel budget notre pays dispose-t-il pour ce projet? Quelle est la part de la Commission européenne dans ce projet?

Des réunions de travail ont-elles été organisées cette année avec la Défense et des représentants des organisations sociales? Le secrétaire d'État est-il prêt à assumer le coût du transport? Est-il possible selon lui de faire fonctionner les casernes comme des places d'accueil à part entière?

Qu'en est-il de la transposition politique de l'étude de qualité sur la problématique des sans-abri? Qu'en est-il du suivi de la Conférence européenne de consensus sur les sans-abri?

12.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (en néerlandais): Le 3 novembre dernier, une table ronde a eu lieu à mon initiative avec le cabinet de la Défense, le ministre régional des Affaires sociales, la *Vereniging van Steden en Gemeenten*, département CPAS, et les principaux acteurs de la planification hivernale des cinq

grandes villes.

Je plaide toujours pour une approche coordonnée. Une proposition en la matière a été déposée lors de la conférence interministérielle sur l'Intégration sociale. Vu la situation politique, la proposition de concertation intergouvernementale n'a pas encore été exécutée.

Je viens de libérer un budget de 250 000 euros pour la planification hivernale à Bruxelles, Charleroi, Liège, Anvers et Gand.

Aucune demande ne m'est parvenue en ce qui concerne la présence éventuelle de sans-abri à l'aéroport national.

Le projet "Hope in Stations" se terminera fin 2011. En octobre 2010, la SNCB a engagé une personne de référence. La Commission européenne finance l'évaluation nationale et internationale, l'accompagnement scientifique de soutien et la coordination générale, soit une somme de 350 000 euros pour l'ensemble des pays participants. L'apport de la Belgique via la SNCB-Holding et le SPP Intégration sociale est d'environ 150 000 euros.

Le ministre de la Défense a participé à la table ronde du 3 novembre. Sept casernes sont concernées par l'hébergement de demandeurs d'asile. Les CPAS et les acteurs sociaux qui souhaitent collaborer avec les casernes doivent fournir eux-mêmes le personnel d'encadrement nécessaire. Une distribution de vêtements et de chaussures est par ailleurs prévue à l'échelon provincial.

L'étude à laquelle il a été fait allusion devait servir de base aux discussions sur l'élaboration d'un accord de coopération entre les entités fédérées et le gouvernement fédéral. En raison de la situation politique actuelle, les travaux de la conférence interministérielle sont à l'arrêt.

La Conférence européenne de consensus aura lieu les 9 et 10 décembre 2010.

12.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): En ce qui concerne l'aéroport national, on a vu ces dernières années qu'il y avait un besoin potentiel de places d'accueil à ce niveau-là également. J'exhorte le secrétaire d'État à se montrer plus proactif. Le ministre De Crem vient encore de confirmer en commission que la Défense n'avait pas l'intention de prendre le transport en charge. Nous allons donc droit à l'échec de cette initiative en matière d'accueil, dès lors que pour l'instant, tout le monde se renvoie la balle.

L'incident est clos.

La **présidente**: M. De Vriendt a reçu une réponse écrite à sa question.

13 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les sanctions qui peuvent être infligées dans les centres d'asile" (n° 1266)

13.01 Sarah Smeyers (N-VA): Les demandeurs d'asile qui commettent une infraction peuvent se voir infliger une sanction, comme l'exclusion de certaines activités ou l'obligation d'exécuter des tâches d'intérêt général. Dans le pire des cas, une personne peut être déplacée. Pourtant, les centres d'accueil se plaignent de ne pas pouvoir réagir adéquatement aux infractions graves. Le secrétaire d'État pense-t-il que les possibilités de sanction existantes sont suffisantes? Des règles claires définissent-elles les sanctions à appliquer lorsque certaines infractions sont commises?

À Saint-Trond, il a été impossible de déplacer un Tchétchène particulièrement agressif alors qu'il avait porté une série de coups au directeur, parce que l'intéressé devait marquer son accord. Est-ce normal? Les règles actuelles protègent-elles suffisamment le personnel des centres d'asile?

Comment s'assure-t-on que les demandeurs d'asile bénéficient d'une aide psychologique suffisante?

13.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Chaque structure d'accueil a son règlement d'ordre intérieur, expliqué aux résidents dès leur arrivée. Le choix d'une sanction tient compte de la nature de

l'infraction et des circonstances dans lesquelles celle-ci a été commise.

Il est question dans le quotidien *De Standaard* du 27 novembre des enfants qui accompagnent leurs parents pour mendier. Certaines structures d'accueil font appel à des médiateurs culturels pour sensibiliser ces parents à l'importance de la scolarité, en sus de la sanction formelle. Il se peut évidemment qu'une sanction soit sans effet.

L'accord de l'intéressé n'est pas indispensable pour son transfert dans une autre structure d'accueil. Il est informé de la conclusion motivée de transfert et signe le document pour réception. Il peut interjeter appel auprès du directeur général de Fedasil mais l'appel n'est pas suspensif.

Si les sanctions existantes n'atteignent pas leur objectif, une personne peut être exclue temporairement de l'ensemble du réseau d'accueil pour garantir la sécurité. Ces mesures sont destinées à lutter contre les faits extrêmement graves.

Un dossier médical est constitué pour chaque résident. Une évaluation des besoins est effectuée pendant le séjour de l'intéressé, y compris des besoins d'aide psychologique. Le demandeur d'asile peut également demander lui-même une aide psychologique et il peut être orienté vers un service médical. Le suivi de l'aide psychologique est assuré par le service médical et les services externes spécialisés. La saturation du réseau et le long délai de la procédure ont une incidence sur le bien-être psychique des demandeurs d'asile dans les centres d'accueil. Le nombre de demandes de suivi psychologique est en augmentation.

13.03 Sarah Smeyers (N-VA): Je me réjouis d'entendre qu'un demandeur d'asile ne doit pas consentir lui-même à son transfert.

Le gouvernement doit veiller à l'adéquation des sanctions. Il importe de trouver des personnes qui acceptent de travailler dans les centres d'accueil sans que leur vie soit mise en danger. C'est pourquoi un accompagnement psychologique suffisant doit être assuré pour les demandeurs d'asile.

L'incident est clos.

14 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'évacuation des demandeurs d'asile de la gare du Nord" (n° 1292)

14.01 Sarah Smeyers (N-VA): Le 29 novembre, Mme Jodogne, bourgmestre à Schaerbeek, a donné un ordre d'évacuation de la gare du Nord. Une trentaine de demandeurs d'asile a quitté les lieux sur ordre de la police et séjourne actuellement dans un immeuble squatté où leur situation est encore plus pénible. On déconseille notamment aux ménages avec enfants d'y emménager.

En désespoir de cause, ces gens se présentent au Samu Social, le centre d'accueil pour les sans-abri à Bruxelles, où ils sont hébergés, mais pour une nuit seulement, étant donné qu'il s'agit d'une structure d'accueil destinée aux sans-abri. Selon le Samu Social, c'est au pouvoir fédéral qu'il appartient de prendre les demandeurs d'asile en charge.

Mme Jodogne s'est-elle concertée avec le secrétaire d'État? Les demandeurs d'asile de la gare du Nord ont-ils été informés au préalable? L'état de l'immeuble squatté près de la gare du Midi a-t-il été suffisamment contrôlé avant d'y envoyer les demandeurs d'asile? Quand les places d'accueil dans les cinq casernes vides de l'armée seront-elles enfin réellement disponibles?

14.02 Philippe Courard, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il ne s'agit pas en fait de la gare du Nord proprement dite mais d'une partie du bâtiment CCN. J'ai pris connaissance de l'initiative de la bourgmestre dans la presse. Je suis resté en contact avec les organisations d'aide qui sont parvenues à trouver un endroit plus adéquat pour ces personnes.

L'ouverture des casernes constitue une solution plus confortable et plus stable. Il faudra encore attendre une à deux semaines. J'attends la Croix-Rouge. Se concerter dans le calme permet de dissiper les tensions.

Toutes les casernes seront accessibles cette année encore.

Je souhaiterais aussi souligner que le Samu Social assurera l'accueil de 400 demandeurs d'asile à Bruxelles.

Il est difficile de dresser une liste des lieux de résidence des personnes qui ne se sont pas vu attribuer une place d'accueil. Certaines d'entre elles sont accueillies par les CPAS. D'autres sont hébergées par des membres de la famille ou des amis. D'autres encore n'ont d'autre choix que de trouver une place dans un lieu d'accueil.

14.03 Sarah Smeyers (N-VA): Peu importe qu'il s'agisse de la gare du Nord ou du bâtiment CCN. Je souhaitais savoir si les demandeurs d'asile ont été avertis et si la bourgmestre s'était concertée avec le secrétaire d'État. J'ai également demandé des informations concernant les 7 000 demandeurs d'asile qui n'ont pas obtenu une place d'accueil. Le ministre lui-même ignore où iront ces personnes et il ne me convaincra pas du fait que tout ira bien pour elles. J'estime que les autorités publiques ont le devoir d'éviter que doivent être prises autant de décisions de non-attribution.

La politique présente de très sérieuses lacunes. La Belgique a la réputation d'être le pays de Cocagne. Les hôtels et les astreintes génèrent un énorme effet d'aspiration. Compte tenu des possibilités de régularisation qui ont existé pendant si longtemps, le nombre de demandeurs d'asile a par ailleurs été beaucoup plus élevé en Belgique que dans d'autres pays. Des mesures aussi ponctuelles qu'une évacuation ne résoudront pas le problème.

L'incident est clos.

La **présidente**: En l'absence de nouvelles de M. Willem-Frederik Schiltz, sa question n° 811 est supprimée. La question n° 570 de M. Stefaan Vercamer est reportée, celui-ci étant retenu par d'autres devoirs.

La réunion publique est levée à 12 h 10.

De vergadering wordt geopend om 10.07 uur en voorgezeten door mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers.

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de kunstgrepen die Fedasil uithaalt om de beschikkingen waarin wordt bepaald dat het op straffe van betaling van een dwangsom huisvesting moet bieden, niet te hoeven uitvoeren" (nr. 564)
- de heer Filip De Man aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de dwangsommen van 500 euro die moeten uitbetaald worden aan asielzoekers" (nr. 618)
- de heer Filip De Man aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de dwangsommen van 500 euro die moeten uitbetaald worden aan asielzoekers" (nr. 619)
- mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de dwangsommen opgelegd aan Fedasil" (nr. 647)
- mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het verweer van Fedasil voor de arbeidsrechtbanken" (nr. 1158)

01.01 Sarah Smeyers (N-VA): Vorig jaar moesten 1.000 asielzoekers op straat slapen tijdens de winter, dit jaar zullen dat er mogelijk al 7.000 zijn. Mensen grijpen het verzoekschrift aan als ultiem redmiddel om een dwangsom te bekomen. Fedasil geeft daarom ook voorrang aan het onderbrengen van deze asielzoekers.

In september 2010 telde de Brusselse arbeidsrechtbank 103 zaken waarin asielzoekers een kort geding aanspannen, in oktober waren dat er al een honderdtal per week. Enerzijds zorgt dit voor een enorme werkdruk bij de rechtbanken in de grote steden, anderzijds wordt het zo eigenlijk onmogelijk om nog een

opvangplaats te krijgen zonder gerechtelijke procedure. De rechtbanken worden nu in feite gebruikt om de gaten in het asielbeleid te dichten. Inmiddels heeft de overheid de acute nood aan opvangplaatsen nog steeds niet opgelost.

Krijgen de 4.000 asielzoekers die nog geen rechtszaak hebben lopen, ook opvangplaatsen toegewezen? Volgens mij bevordert het systeem van dwangsommen het aanzuigeffect. Welke structurele maatregelen zal de staatssecretaris nemen om dit tegen te gaan?

01.02 Filip De Man (VB): Nogal wat mensen schrokken toen ze vernamen dat er dwangsommen werden uitbetaald aan asielzoekers die geen onderdak krijgen.

Hoeveel dwangsommen zijn er ondertussen al betaald? Geldt het door de rechter toegekende bedrag van 500 euro voor het hele gezin of voor elk gezinslid afzonderlijk? Hoeveel procedures lopen er in Brussel, Antwerpen, Gent en andere steden?

In *De Morgen* stond onlangs een artikel over de bedragen die aan pro-Deadvocaten worden uitgegeven; in oktober en november zou het over een kwart miljoen euro gaan. Kan de staatssecretaris dat bevestigen?

01.03 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Van november 2009 tot nu werd 339.500 euro aan dwangsommen betaald aan 84 personen. De rechter bepaalt het bedrag van de dwangsom. Soms is dat 500 euro, maar niet altijd. Soms wordt bijvoorbeeld een bedrag van 250 euro per dag per gezinslid opgelegd of 500 euro per volwassen gezinslid en 250 per minderjarig gezinslid. Gezien het grote aantal lopende procedures, waarvan een groot deel op eenzijdig verzoekschrift, is het niet mogelijk het aantal lopende dossiers bij de rechtbank mee te delen.

01.04 Sarah Smeyers (N-VA): Ik heb geen antwoord gekregen op mijn vraag om te voorzien in opvang voor de 4.000 asielzoekers die de weg naar een advocaat nog niet hebben gevonden.

Het totale betaalde bedrag aan dwangsommen ligt relatief laag. Het prioritair vrijmaken van opvangplaatsen werkt blijkbaar. Als er grote druk wordt gezet op Fedasil, dan lukt het dus wel. Kan daar niet structureel aan worden gewerkt?

De situatie is schrijnend, maar er moet ook iets gebeuren aan de doorstroming. Als wij onze opvangwet gelijkstellen met de norm die Europa oplegt, kan 27 procent van de opvangcapaciteit vrijkomen. De procedure moet korter, het recht van opvang moet worden beperkt tot mensen die een eerste procedure doorlopen, tot echte asielzoekers. Waarom ontbreekt het de staatssecretaris aan politieke wil om die beslissing te nemen?

01.05 Filip De Man (VB): Kan de staatssecretaris de bedragen voor de pro-Deadvocaten bevestigen?

01.06 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Dat moet ik laten nakijken.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Filip De Man aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de dramatische stijging van de totale uitgaven van Fedasil" (nr. 631)

02.01 Filip De Man (VB): Het budget voor Fedasil is de laatste jaren spectaculair gestegen. Dit jaar zou Fedasil 327 miljoen euro uitgeven. Het was duidelijk dat, ten gevolge van de massale regularisatiecampagne in 2008, het aantal asielaanvragen spectaculair zou stijgen. Dit jaar zal eindigen met meer dan 20.000 asielaanvragen, samen goed voor 30.000 asielzoekers.

Klopt het dat Fedasil volgend jaar 430 miljoen euro als budget zal vragen?

02.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): Nog voor er sprake was van regularisatie, steeg het aantal asielzoekers reeds. Bovendien hebben de regularisaties vooral tot gevolg dat mensen uit het budget van Fedasil verdwijnen. Voor 2011 is er voorlopig enkel sprake van voorlopige twaalfden. Die bedragen 25 procent van de aangepaste begroting van 2010.

02.03 **Filip De Man** (VB): We werken dus met voorlopige twaalfden, terwijl we weten dat er een gigantische asielcrisis is. Ik noem dat struisvogelpolitiek.

Het incident is gesloten.

03 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Sarah Smeyers aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de staking bij Fedasil" (nr. 1001)
- mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de personeelscrisis bij Fedasil" (nr. 1074)
- van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de resultaten van de staking bij Fedasil" (nr. 1247)

03.01 **Sarah Smeyers** (N-VA): Op 18 november heeft het personeel van Fedasil 50 minuten het werk neergelegd en op 22 november heeft het 24 uur gestaakt. Na drie jaar interne crisis eisen de vakbonden betere arbeidsvoorwaarden, een duidelijk personeelsstatuut en de opname van Fedasil in het openbaar ambt.

Het groeiend aantal asielaanvragen en de totale asielcrisis veroorzaken een nijpend personeelstekort bij Fedasil, maar de Inspectie van Financiën blokkeert de aanwerving van 29 extra werknemers. De staatssecretaris heeft daar beroep tegen aangetekend, belooft zich achter de bonden te scharen en zou aan staatssecretaris Wathélet vragen om de nodige fondsen vrij te maken.

Zal hij nu de nodige stappen zetten? Hoeveel personeelsleden worden er extra aangeworven? Zal de Inspectie van Financiën de fondsen ter beschikking stellen?

De vakbonden vragen ook een vast contract voor alle personeelsleden en een verlenging van de lopende contracten. Zal er aan die eis tegemoet gekomen worden? Zal het personeelsstatuut worden vastgelegd? Op welke termijn zullen de eisen van de vakbond worden ingewilligd en wat zijn daarbij de prioriteiten?

03.02 **Karin Temmerman** (sp.a): De personeelscrisis bij Fedasil blijft aanslepen. Op 18 november was er een werkonderbreking en op 22 november een staking, voornamelijk omwille van de zeer hoge werkdruk door de opvangcrisis. Sommige personeelsleden zouden 70 uur per week werken. De regering van lopende zaken moet voor het toekennen van middelen steunen op het personeelsplan van 2008. De ministerraad beslist dus wel om een aantal maatregelen te nemen, zonder dat daarvoor middelen worden vrijgemaakt.

Niet alleen worden de 29 extra personeelsleden niet aangenomen, bovendien dreigen er ook 80 contracten niet verlengd te worden in 2011. Dit personeelstekort bedreigt bijvoorbeeld de begeleiding van niet-begeleide minderjarigen.

De staatssecretaris zou stappen ondernemen tegen de beslissing van de Inspectie van Financiën. Is dat al gebeurd? Zijn er al resultaten? Zullen de bijkomende personeelsleden worden aangeworven en wanneer worden ze tewerkgesteld? Zullen de 80 contracten worden verlengd?

03.03 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): Er is regelmatig overleg met de vakbonden op mijn kabinet. Ik heb de stakende vakbonden ook ontvangen op 22 november. Zij eisen de aanwerving van het beloofde bijkomend personeel, die nu om budgettaire redenen geblokkeerd is, het opnemen van Fedasil in het openbaar ambt en het vastleggen van een personeelsstatuut.

Na overleg met staatssecretaris Wathélet is er een akkoord over het personeelskader. Veertig contracten kunnen gedeblokkeerd worden. Ik ga in principe akkoord met de eisen inzake het openbaar ambt en het statuut, maar dat overstijgt de bevoegdheden van een regering van lopende zaken. We zullen echter wel al voorbereidende stappen nemen in samenwerking met de FOD Personeel en Organisatie.

03.04 **Sarah Smeyers** (N-VA): Steeds meer verschuift de regering zich achter de lopende zaken. De opvangcrisis en de personeelscrisis bij Fedasil zijn niet ontstaan sinds de val van de regering. Al drie jaar is het aan de top van Fedasil een complete chaos. Door de opvangcrisis kan het personeel het niet meer aan. Ik zou niet in de plaats van het personeel willen zijn en elke dag vele asielzoekers weer de straat op moeten sturen.

Ik begrijp niet dat de regering niet onmiddellijk meer opvangplaatsen bijmaakt. Er kunnen tijdens de winterperiode inderdaad extra plaatsen worden bijgemaakt, maar ook in de bestaande opvangcentra zijn er problemen, omdat er een veel te grote instroom is door de lakse opvangwet. Daar zijn de echte asielzoekers nu het slachtoffer van. Dat probleem bestaat al drie jaar. De regering had deze problemen al veel eerder moeten aanpakken, in plaats van zich nu te verbergen achter de lopende zaken.

03.05 **Karin Temmerman** (sp.a): Ik sluit mij aan bij mevrouw Smeyers. De regering mag zich niet steeds verbergen achter de lopende zaken, want de problematiek doet zich al jaren voor. De voltallige regering is verantwoordelijk voor wat nu gebeurt.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het spoedoverleg" (nr. 1327)**

04.01 **Karin Temmerman** (sp.a): Gisteren was er een vergadering om het acute probleem van de nachtopvang van mensen die in deze barre kou op straat staan, op te lossen.

Wanneer werd dit overleg gepland en wat is het resultaat ervan? Is er nu voor die laatste groep van ongeveer 100 mensen onmiddellijk een definitieve opvang?

04.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): Het betrof een spoedoverleg, waar mogelijkheden werden besproken voor de versterking van opvanginitiatieven in de winterperiode. Er is aangedrongen op het sluiten van kraakpanden, maar met aandacht voor herhuisvesting en omkadering. Enkele honderden bijkomende plaatsen werden aangeduid. Er komt een overzicht van de mogelijkheden voor bijkomende plaatsen, in afwachting van een meer structurele oplossing. Ik heb zelf eerder al via de Samu Social 400 bijkomende plaatsen gecreëerd in Elsene. Momenteel worden ook 2.000 plaatsen in lokale opvanginitiatieven en 2.412 plaatsen in kazernes ingericht.

04.03 **Karin Temmerman** (sp.a): Als ik het goed begrijp, is er dus nog geen definitieve oplossing voor de honderden die maandag en dinsdag op straat waren. Men zoekt nog naar oplossingen en schuift het probleem deels ook door naar de lokale overheden. Men had de nakende problemen nochtans kunnen voorzien, het overleg van maandag komt veel te laat. Blijkbaar stelt minister De Crem wel kazernes ter beschikking, maar wil hij niet instaan voor het vervoer. De hele regering is dus verantwoordelijk voor het feit dat een aantal mensen deze nacht weer op straat zal moeten doorbrengen.

De **voorzitter**: De situatie is toch dramatisch!

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de opvang van niet-begeleide minderjarige asielzoekers in hotels" (nr. 1022)

05.01 Sarah Smeyers (N-VA): Verspreid over drie Brusselse hotels zitten 76 niet-begeleide minderjarige asielzoekers, die voor overlast zorgen. Veel van deze jongvolwassenen zijn geen echte asielzoekers, maar hebben toch recht op opvang door een bepaling in de opvangwet.

Wat zijn de criteria op basis waarvan Fedasil beslist om niet-begeleide minderjarige asielzoekers naar een hotelkamer door te verwijzen? Waarom worden ze niet opgevangen in een opvangcentrum? Krijgen ze begeleiding? Wat doet Fedasil als ze gearresteerd worden voor diefstal of overlast?

05.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (Nederlands): Als Fedasil geen plaatsen meer heeft in de observatie- en oriëntatiecentra, is het verplicht de niet-begeleide minderjarige vreemdelingen naar hotels te sturen als het gaat om jongens die bijna meerderjarig zijn of waar men van vermoedt dat ze de meerderjarigheid benaderen.

Elke dag is een aantal plaatsen in het reguliere opvangnetwerk gereserveerd voor niet-begeleide minderjarige vreemdelingen. Zij worden prioritair toegekend aan de meest kwetsbare minderjarigen, zoals meisjes die asiel aanvragen en de jongste jongens, als deze niet opgevangen kunnen worden in de overbezette observatie- en oriëntatiecentra.

Eén middag per week gaan een coördinator van de observatie- en oriëntatiecentra en een personeelslid van Fedasil naar de hotels om de minderjarigen te informeren en om de mate van hun kwetsbaarheid te bepalen. Ook het Rode Kruis komt een keer per week. Als de identificatiefase beëindigd is, wordt een erkende voogd aangewezen.

Als de minderjarige bepaalde feiten heeft gepleegd, organiseert Fedasil een ontmoeting tussen de voogd, de jongere en personeel van Fedasil om naar oplossingen te zoeken. De voogd heeft zelf ook verantwoordelijkheid om concrete stappen inzake jeugdbijstand te zetten.

Voor elke minderjarige wordt de leeftijd systematisch nagegaan. De minister van Justitie is bevoegd voor de dienst Voogdij, die daarvoor verantwoordelijk is.

05.03 Sarah Smeyers (N-VA): Toen ik staatssecretaris Wathet hierover ondervroeg, verwees hij ook onmiddellijk naar de minister van Justitie. Ik zal hem ondervragen over het aantal misbruiken inzake leeftijd. Omdat onze wetgeving zegt dat minderjarigen niet in gesloten centra mogen verblijven, vermoed ik dat er veel misbruiken zijn. Hierdoor ontstaat een aanzuigefect van zogenaamde minderjarigen. Op een botsan zit een marge van twee jaar.

Mijn vraag ging echter ook over de niet-begeleide minderjarigen. Ik vind het ongehoord dat zij in hotels terechtkomen. Zij hebben meer begeleiding nodig dan een middag in de week en ook een voogd kan de minderjarigen niet continu in het oog houden.

Er is een totale crisis in de opvang, waarvoor de hele regering verantwoordelijk is. Ik vind het schrijnend dat deze vermeende minderjarige jongens in hotels verblijven, terwijl de echte asielzoekers op straat moeten slapen. Er ontstaat in ieder geval een perceptie dat het geen echte asielzoekers zijn. De instroom moet beperkt worden, de hotelopvang moet stoppen en de echte asielzoekers moeten een plaats krijgen in de opvangcentra.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Manu Beuselinck aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "niet-Belgen die naar ons land komen en

vervolgens bij het OCMW aankloppen met het oog op het bekomen van een leefloon" (nr. 1029)

06.01 **Manu Beuselinck** (N-VA): Volgens persberichten is er een ware toestroom naar ons land van Oost-Europeaanen, naast de vele asielzoekers. Het betreft in het bijzonder mensen uit Bulgarije, Roemenië, Tsjechië en Slowakije. Een behoorlijk aantal van hen klopt heel snel na aankomst aan bij het OCMW. Er is hierbij onder meer sprake van valse arbeidscontracten bij al dan niet bestaande bedrijven.

Kan de minister de stijging bevestigen? Hoeveel niet-Belgen kregen het leefloon uitgekeerd in 2008, 2009 en de eerste drie kwartalen van 2010? Welke bedragen werden er uitgekeerd? Hoe groot zijn de uitgaven voor de ziekteverzekering voor niet-Belgen die het leefloon kregen uitgekeerd, aangevuld met hun eventuele gezinsleden, in die periode?

06.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): Er is sinds begin 2008 een toename geweest van het aantal Europese onderdanen dat een leefloon kreeg. Sinds juni 2010 is er echter opnieuw een dalende trend te zien. Het aantal niet-Europese onderdanen vertoont doorheen de gevraagde periode schommelingen, maar ook hier is een daling ingezet sedert mei van dit jaar. In september 2010 werd opnieuw het niveau van begin 2008 bereikt.

Vooraleer EU-onderdanen aanspraak kunnen maken op het recht op maatschappelijke integratie, dienen zij te beschikken over een verblijfsrecht van meer dan drie maanden. Dit alles vloeit voort uit de Europese richtlijn 2004/38/EG van 29 april 2004. Deze richtlijn bepaalt tevens dat de personen tijdens hun verblijf geen onredelijke belasting mogen vormen voor het socialezekerheidsstelsel van het gastland.

Er wordt momenteel gewerkt aan het opzetten van een elektronische gegevensstroom tussen de POD Maatschappelijke Integratie en de Dienst Vreemdelingenzaken. De DVZ zal beslissen of het verblijfsrecht van deze personen al dan niet dient te worden beëindigd. Bij een intrekking van het verblijfsrecht zal ook de steun door het OCMW worden stopgezet.

Mijn departement beschikt niet over cijfers inzake uitgaven voor de ziekteverzekering. We zullen die schriftelijk bezorgen.

06.03 **Manu Beuselinck** (N-VA): Ik hoop inderdaad dat er snel maatregelen worden genomen om de bestaande misbruiken tegen te gaan. De sociale zekerheid kan maar overeind blijven als iedereen, in de mate van zijn eigen mogelijkheden, ook bijdraagt tot dat stelsel.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "leefloontrekkers die samenwonen met een sans-papiers" (nr. 1092)**

07.01 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Ondanks het feit dat in de rechtspraak doorgaans een leefloon voor alleenstaanden wordt toegekend aan personen die met een vreemdeling zonder papieren samenwonen, keren tal van OCMW's blijkbaar slechts een leefloon voor samenwonenden uit. De POD Maatschappelijke Integratie zou hieromtrent geen duidelijke schriftelijke instructies hebben verstrekt aan de OCMW's.

Is het niet aangewezen een richtlijn op te stellen, waarin wordt bepaald dat personen die met een illegale vreemdeling zonder inkomen samenwonen, recht hebben op een leefloon voor alleenstaanden?

07.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Frans*): Uit het sociaal onderzoek van het OCMW, dat wordt gecontroleerd door de inspectiedienst van de POD, moet blijken of de betrokkene voldoet aan de voorwaarden in artikel 14, eerste lid, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie. Indien de betrokkenen onder hetzelfde dak wonen en hun huishoudelijke aangelegenheden hoofdzakelijk gemeenschappelijk regelen, moet het leefloon voor samenwonenden worden toegekend. Indien die beide voorwaarden niet zijn vervuld, is het leefloon voor alleenstaanden van toepassing. Een en ander wordt verduidelijkt op de website van de POD, onder de rubriek 'veelgestelde vragen'.

07.03 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Vandaag antwoordt u totaal iets anders dan een jaar geleden. Bovendien

sluit de POD Maatschappelijke Integratie zich volgens een schrijven van zijn directeur-generaal kennelijk aan bij de rechtspraak, die stelt dat iemand die met een illegale vreemdeling samenwoont zonder dat er kinderen zijn, recht heeft op een leefloon voor alleenstaanden. Ik ben ongerust, want ik had verwacht dat u de beslissing van uw administratie zou onderschrijven.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Ben Weyts aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de opvang van asielzoekers in Elsene" (nr. 959)

08.01 Ben Weyts (N-VA): Zonder enige informatie aan de lokale bevolking en zonder enig overleg, is men blijkbaar bezig met het klaarmaken van de vroegere rijkswachtkazerne in Elsene om er honderden asielzoekers op te vangen.

Werd er overlegd met de gemeente of met de omwonenden? Klopt het dat er pas een informatievergadering met de omwonenden georganiseerd werd nadat de beslissing al werd genomen? Wat is de rol van Fedasil? Is het gebouw door de inspectie goedgekeurd, na vier jaar leegstand? Werd het gebouw door de brandweer geïnspecteerd? Wat is de timing en hoeveel plaatsen komen er?

Vlkbij woont een honderdtal politiemensen met hun gezinnen. Er woont nu ook al een honderdtal asielzoekers. Nu zouden er nog eens driehonderd tot vierhonderd asielzoekers bijkomen. De politiemensen, die kunnen worden ingezet tegen asielzoekers, zijn verontrust over hun veiligheid en die van hun gezinnen. Is het geen probleem dat politiemensen en asielzoekers naast elkaar wonen?

08.02 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): De kazerne in Elsene wordt inderdaad in gereedheid gebracht voor de opvang van asielzoekers. Het gebouw is eigendom van de Regie der Gebouwen. Voor de uitbating werd een overeenkomst uitgewerkt met Fedasil en de vzw Samu Social. Het gebouw is geschikt bevonden voor noodopvang. Tot einde mei 2011 zouden er ongeveer 400 asielzoekers gehuisvest worden. Wegens het stijgend aantal asielzoekers en de winterperiode is het creëren van bijkomende plaatsen noodzakelijk. Wij vragen begrip voor de tijdelijke oplossing in Elsene.

08.03 Ben Weyts (N-VA): Uiteraard is bijkomende opvang nodig, maar dat moet ook gesteund worden door de omwonenden. Zij moeten niet voor een voldongen feit worden geplaatst. De veiligheid van de gezinnen van de politiemensen moet gegarandeerd worden. Zij zijn ongerust. Kan Fedasil hen contacteren?

Het incident is gesloten.

09 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de onenigheid rond opvangplaatsen" (nr. 931)
- mevrouw Nahima Lanjri aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de noodopvang voor asielzoekers" (nr. 1012)

09.01 Sarah Smeyers (N-VA): Eind oktober 2010 besliste het kernkabinet om op vijf plaatsen in totaal 2.000 extra opvangplaatsen te creëren. Het gaat over de militaire sites van Weelde, Houthalen-Helchteren, Bastenaken, Bierset en de infrastructuur van de Civiele Bescherming van Gembloux. De Franstalige partijen eisten eerst overleg met de bewoners en burgemeesters en de beslissing werd telkens uitgesteld. Ondertussen is er al een tekort van 7.000 plaatsen. Werd er overlegd met de burgemeesters en met het Rode Kruis? De burgemeester van Bastenaken protesteert en zegt dat er niet werd overlegd. Klopt dat? Klopt het dat de knoop nu werd doorgehakt?

Minister de Crem zei eind oktober dat de plaatsen op 1 december beschikbaar zouden zijn. Nu luidt het dat er onvoldoende tijd was om de kazernes aan te passen voor de opvang van asielzoekers. Was een maand niet voldoende? Zullen de kazernes zo snel mogelijk in gebruik worden genomen?

09.02 Nahima Lanjri (CD&V): De regering zoekt bijkomende opvangplaatsen in militaire domeinen en in gebouwen van de Regie der Gebouwen. In samenwerking met het Rode Kruis en Defensie worden verschillende plaatsen nu voorbereid voor de opvang van asielzoekers.

Tijdens het afgelopen jaar heeft Defensie verschillende locaties voorgesteld, onder meer in Herentals, Ranst, Poelkapelle en Luik. Deze gebouwen zouden bijna onmiddellijk in gebruik genomen kunnen worden en het gaat om veel plaatsen. Hoe komt het dat deze mogelijkheid niet werd aangeboord? Kan dit opnieuw worden overwogen?

Welke inspanningen werden er geleverd door de Regie der Gebouwen? Welke gebouwen werden ter beschikking gesteld? Zijn die onmiddellijk in orde? Kunnen ook daar zo snel mogelijk mensen in worden ondergebracht?

Heel wat mensen willen niet dat in hun achtertuin asielzoekers worden opgevangen. Ik geloof echter sterk in een goede afloop als iedereen een inspanning levert. De federale overheid moet alles coördineren, maar wordt er ook overlegd met de gemeentebesturen, die in noodgevallen steun kunnen verlenen? Worden er initiatieven genomen om in de betrokken gemeenten een draagvlak te creëren?

09.03 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): De regering besliste om de militaire sites te gebruiken op 17 november, niet eind oktober.

Poelkapelle is operationeel. In Houthalen-Helchteren, Bastenaken en Bierset is plaats voor 550 personen, in Weelde voor 512 en in Gembloux voor 250. Er werden vooraf met Fedasil en het Rode Kruis minimumcriteria voor tijdelijke noodopvang afgesproken. Behalve de haalbaarheidsanalyses spelen voor de snelle uitbouw van dergelijke sites ook criteria op budgettair, materieel en organisatorisch vlak mee, en er moet tevens voldoende personeel gevonden worden.

De Regie der Gebouwen stelde een aantal gebouwen voor, waaronder het gebouw in Gembloux. De inrichtingswerken zijn ten laste van het Rode Kruis. De overige voorstellen van de Regie gaan over kleinschalige opvang en werden toegewezen aan Vluchtelingennetwerk Vlaanderen en CIRÉ.

Alle voorgestelde sites van Defensie werden bezocht. De sites werden geweigerd wanneer de kostprijs voor de inrichting te hoog lag of als het te veel tijd zou vergen om er noodopvang te organiseren. Vaak ging het namelijk om braakliggende gronden of vervallen gebouwen.

Na de beslissing van het beperkt ministerieel comité van 27 oktober 2010 werden de betrokken burgemeesters gecontacteerd. Er was overleg tussen de burgemeesters en de afgevaardigde voor de opvangplaatsen, het Rode Kruis en Fedasil. De burgemeester van Bastenaken was verhinderd. Er komen nog bijkomende overleg- en informatievergaderingen en het Rode Kruis zal een informatieve folder in de gemeenten verspreiden. Daarnaast komt er ook een lokaal begeleidingscomité. Op een latere datum werd overlegd met de gemeente Bastenaken. De sites zouden nog dit jaar in gebruik genomen moeten worden.

09.04 Sarah Smeyers (N-VA): Het is nodig om de bewoners, de burgemeester en de lokale besturen vooraf te informeren over de komst van tijdelijke opvangcentra. Er moet een draagvlak gecreëerd worden. Daar is het nu natuurlijk te laat voor. Als wij de opvangwet strenger zouden maken, zodat alleen de echte asielzoekers naar hier komen, zou het draagvlak sowieso groter zijn.

De sites zouden nog dit jaar in gebruik genomen worden, maar dat kan dus ook 31 december zijn, terwijl de minister van Defensie destijds sprak over 1 december. Ondertussen is het zeer koud buiten.

09.05 Staatssecretaris Philippe Courard (Nederlands): Het Rode Kruis moet personeel en materieel ter

beschikking stellen.

09.06 Sarah Smeyers (N-VA): Er kan toch op aangedrongen worden dat het sneller gebeurt?

09.07 Staatssecretaris Philippe Courard (*Nederlands*): Dat heb ik gedaan.

09.08 Sarah Smeyers (N-VA): Het werd al vijf weken geleden aangekondigd.

09.09 Staatssecretaris Philippe Courard (*Nederlands*): De beslissing werd op 17 november genomen, dat is twee weken geleden.

09.10 Sarah Smeyers (N-VA): Doordat de regering maar bleef discussiëren over Bastenaken.

09.11 Staatssecretaris Philippe Courard (*Nederlands*): Zonder beslissing van de regering kan er niet gestart worden.

09.12 Nahima Lanjri (CD&V): We moeten mekaar de zwartepiet niet toespelen, niet tussen ministers en zeker niet aan het Rode Kruis. De regering besliste in het verleden om woonunits aan te kopen, maar door de openbare aanbesteding heeft dat veel te lang geduurd. Daarom werd nu het Rode Kruis ingeschakeld, dat op zeer korte termijn moet doen waar de regering niet in geslaagd is. Hier past enkel dankbaarheid, we mogen hun niet de schuld geven. De beslissing werd te laat genomen.

De ministerraad van 17 december 2009 was al bezig met de opvang. Toen werd gezegd dat bepaalde plaatsen onmiddellijk beschikbaar waren. Als de regering toen de beslissing had genomen om die te gebruiken, wetende dat er ook in 2010 een winterperiode zou zijn, dan was het probleem er nu niet. Het gaat niet enkel over de meest recente beslissing. Als de infrastructuur van Defensie nog werk nodig had, waarom is daar dan niet mee begonnen?

Iedereen moet nu zijn steentje bijdragen. Ik heb ook mogelijke opvangplaatsen aan het kabinet doorgespeeld. Ik hoop dat er zo snel mogelijk oplossingen komen.

09.13 Staatssecretaris Philippe Courard (*Nederlands*): De beslissing dateert van 17 november.

09.14 Nahima Lanjri (CD&V): De meest recente wel, maar dit probleem moeten we niet alleen op korte termijn bekijken. Het afgelopen jaar werd er gewerkt aan opvangplaatsen en er waren voorstellen van Defensie. Sommige infrastructuurwerken vragen effectief weken tot maanden en nu is het dus te laat, want de winter is begonnen. Ik hoop dat we nu doorwerken en ik wil de mensen van het Rode Kruis en andere ngo's steunen. Gelukkig zijn zij er nog.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de oprichting van LOI's voor de opvang van asielzoekers" (nr. 1013)

10.01 Nahima Lanjri (CD&V): Hoewel wordt gerekend op 2.000 extra opvangplaatsen door de inspanningen van de lokale besturen, laat de VVSG ons weten dat de OCMW's zich op korte termijn niet in staat zien de verwachte lokale opvanginitiatieven (LOI's) te creëren. Zij vinden ook de verlenging van de huurcontracten naar twee jaar niet voldoende. Zij wilden een termijn van drie jaar.

Worden er maatregelen genomen om de OCMW's meer te overtuigen, en dan zeker de 120 OCMW's die geen LOI hebben? Hoeveel plaatsen zijn er op dit ogenblik al aangevraagd?

Sommige OCMW's geven mensen voor wie ze geen plaats hebben, toch een beperkte financiële steun. Die steun wordt terugbetaald, maar de omkadering, de inzet van het personeel die daarvoor nodig is, niet. We mogen niet het risico lopen dat sommige OCMW's op de duur zowat alles moeten weigeren omdat ze niet meer over voldoende personeel beschikken.

10.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): Volgens mevrouw Lanjri is het te laat voor de kazernes en te vroeg voor de LOI's. Dat is speciaal.

Ik herinner nogmaals aan de stimuli voor de OCMW's. De overeenkomsten gelden voor twee jaar, met een vooropzegperiode van drie maanden.

Om de OCMW's zonder LOI te overtuigen, zullen samen met de OCMW-federatie en Fedasil regionale informatiesessies worden georganiseerd.

De periode tussen de melding van een OCMW dat het een LOI wil oprichten en de opening ervan, varieert van tien tot dertig dagen. Sinds de rondzendbrief van 27 oktober zijn er al 500 plaatsen voorgesteld voor 2011.

10.03 **Nahima Lanjri** (CD&V): Ik ben blij dat de OCMW's zonder LOI extra zullen worden aangemoedigd.

Ik heb niet gezegd dat het te vroeg is voor de LOI's, ik heb gezegd dat de OCMW's klagen dat het te snel gaat. De zoektocht naar huisvesting en de aanwerving van personeel vergen tijd. Zij hadden de vraag naar extra plaatsen liever vroeger gekregen.

Ik blijf aandringen op huurcontracten van drie jaar, omdat ook de huurwetgeving werkt met contracten van drie, zes en negen jaar. Ik reken hier op een extra stimulans voor de gemeentebesturen.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de verlenging van opvang in geval van buitengewone omstandigheden" (nr. 1264)**

11.01 **Sarah Smeyers** (N-VA): In bepaalde situaties kunnen uitgeprocedeerde asielzoekers, ondanks een uitwijzingsbevel, toch een verlenging van hun verblijf in een opvangcentrum krijgen. In artikel 7 van de opvangwet wordt een aantal situaties opgelijst en die onder punt 3 vind ik merkwaardig.

Het gaat om een asielzoeker van wie de asielprocedure en de beroepsprocedure afgesloten zijn, en die een aanvraag indient om toch langer te mogen blijven omdat hij in de onmogelijkheid verkeert naar zijn land terug te keren. Als die vraag wordt ingewilligd, wordt de materiële hulp voortgezet.

In deze crisis lijkt het me aangewezen om uitgeprocedeerden zo snel mogelijk uit opvangcentra te verwijderen om plaats te maken voor nieuwe asielzoekers. Bovendien verzuipt Fedasil in het werk en lopen er elke dag verzoekschriften tot dwangsommen tegen Fedasil binnen. De aangehaalde mogelijkheid zorgt voor extra werklast en voor een vertraagde vrijmaking van plaatsen in opvangcentra. Elke dag te lang voor de uitgeprocedeerde is een dag meer op straat voor een nieuwe asielzoeker.

Hoe behandelt Fedasil de aanvraag tot verlenging van de opvang? Krijgt de betrokkene in afwachting van een gemotiveerd advies van Fedasil verder opvang? Hoe lang laat een antwoord op zo'n aanvraag op zich wachten? Acht de staatssecretaris de verlenging van opvang aan uitgeprocedeerden nog opportuun, gelet op de acute opvangcrisis?

11.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): De procedure voor de aanvraag tot verlenging van de materiële steun wordt verduidelijkt in de instructie van Fedasil van 6 april 2010. Volgens de opvangwet zijn er zeven situaties waarbij het recht op materiële hulp wordt verlengd.

Deze zijn de eenheid van het gezin, overmacht, zwangerschap, onmogelijkheid om terug te keren wegens omstandigheden buiten de wil van de persoon om, een Belgische ouder, de ondertekening van een verbintenis tot vrijwillige terugkeer en ten slotte medische redenen gestaafd door een 9ter.

Deze situaties geven niet automatisch recht op de voortzetting van materiële hulp. Ze moeten aan heel specifieke voorwaarden voldoen en de bovenvermelde instructie omschrijft die uitvoerig. Ik hoop dat men begrijpt dat een uitwijzing soms om humanitaire redenen niet kan, bijvoorbeeld in de laatste fase van een zwangerschap.

Als de voorwaarden voor het indienen van een aanvraag in acht worden genomen, dan geniet de persoon verder opvang. De tijd die nodig is om te antwoorden, verschilt van situatie tot situatie.

Ik ben verbaasd over het cijfer van 400 aanvragen, omdat de aanvragen per type door een andere dienst worden behandeld. Ik zie in de gevallen van verlengde materiële hulp ook geen oorzaak voor de verzadiging van het opvangnetwerk, omdat de voorwaarden sinds 2009 zo streng zijn.

Het gaat om het respecteren van de wet, die voorziet in heel duidelijk omlijnde situaties, waarin het legitiem is de materiële hulp tijdelijk te verlengen. Ik meen wel dat de aanvragen zo snel mogelijk moeten worden behandeld, ook als de impact op de opvangcrisis maar marginaal zou zijn.

11.03 **Sarah Smeyers** (N-VA): Het gaat niet om duidelijke situaties, maar om bijvoorbeeld medische redenen. Die zijn vaag en geven aanleiding tot misbruiken. De wet is natuurlijk de wet, maar de minister kan die ook veranderen of verduidelijken.

De opvangcrisis is compleet, en daarom wil ik erover waken dat er wordt gezocht naar elke kleine mogelijkheid om de doorstroming te versnellen. Dit is er een, denk ik.

Ik vind het jammer dat de staatssecretaris geen exacte cijfers kan geven. Ik vind het vreemd dat hij het aantal hangende dossiers of de doorlooptijd niet kan geven.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van de heer Wouter De Vriendt aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "daklozenopvang" (nr. 1262)**

12.01 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen!): Heeft de regering al een planmatige aanpak afgesproken voor de opvang van daklozen de komende winter? Is er contact geweest met vertegenwoordigers van de provincies en de Gewesten? Welke structurele maatregelen heeft de regering genomen sinds de opvangcrisis voor daklozen vorige winter?

Vorige winter kwam er een eenmalige injectie van 250.000 euro in de bestaande opvangcapaciteit van Brussel, Antwerpen, Gent, Charleroi en Luik. Komen er deze winter vergelijkbare acties?

Daklozen zochten de voorbije jaren ook hun toevlucht tot de nationale luchthaven. Welke voorzieningen heeft men daar de komende winterperiode?

Hoe ver staat het met het project 'Hope in stations'? Welk budget heeft ons land hiervoor? Wat is het aandeel van de Europese Commissie hierin?

Zijn er dit jaar werkvergaderingen geweest met Landsverdediging en vertegenwoordigers van de sociale organisaties? Is de staatssecretaris bereid om de kosten van het vervoer op zich te nemen? Ziet hij mogelijkheden om de kazernes als volwaardige opvangplaatsen te laten fungeren?

Hoe ver staat het met de omzetting van de kwalitatieve studie van de daklozenproblematiek in het beleid? Hoe ver staat de opvolging van de studie *European Consensus Conference on Homelessness*?

12.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): Op 3 november vond op mijn initiatief een rondetafelgesprek plaats met het kabinet van Defensie, de gewestelijke minister voor Sociale Zaken, de Vereniging van Steden en Gemeenten afdeling OCMW's en de belangrijkste actoren van de winterplannen van de vijf grote steden.

Ik pleit steeds voor een gecoördineerde aanpak. Een voorstel ter zake werd bij de interministeriële conferentie Sociale Integratie ingediend. De politieke situatie maakt dat het voorstel tot intergouvernementeel overleg nog niet uitgevoerd werd.

Ik heb zonet een budget van 250 000 euro kunnen vrijmaken voor de winterplannen in Brussel, Charleroi, Luik, Antwerpen en Gent.

Er werd mij geen enkele vraag bezorgd betreffende de eventuele aanwezigheid van daklozen in de nationale luchthaven.

Het project 'Hope in stations' loopt tot eind 2011. In oktober 2010 heeft de NMBS een referentiepersoon aangeworven. De Europese Commissie financiert de nationale en internationale evaluatie, de ondersteunende wetenschappelijke begeleiding en de algemene coördinatie, in totaal voor 350.000 euro, voor alle deelnemende landen samen. De Belgische inbreng via de NMBS-Holding en de POD Maatschappelijke Integratie bedraagt ongeveer 150 000 euro.

De minister van Defensie werd betrokken bij het rondetafelgesprek van 3 november. Zeven kazernes bieden accommodatie. De OCMW's en de maatschappelijke actoren die met de kazernes willen samenwerken, moeten zelf instaan voor omkaderend personeel. Daarnaast stelt men per provincie kledij en schoenen ter beschikking.

De studie waarnaar wordt verwezen, was bedoeld als basis voor besprekingen voor een samenwerkingsovereenkomst tussen de deelstaten en de federale overheid. De politieke situatie zorgt ervoor dat de werkzaamheden van de interministeriële conferentie stilliggen.

De Europese consensusconferentie vindt plaats op 9 en 10 december 2010.

12.03 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen!): Inzake de nationale luchthaven is de voorbije jaren gebleken dat er toch wel een potentieel is en dat er nood is aan opvangplaatsen. Ik roep de staatssecretaris op om ter zake proactiever te zijn. Minister De Crem heeft daarnet in de commissie nogmaals bevestigd dat Defensie niet van plan is om het vervoer op zich te nemen. We stevenen dus af op een mislukking van het opvanginitiatief, want op dit ogenblik speelt men elkaar de bal toe.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heer De Vriendt heeft zijn antwoord schriftelijk gekregen.

13 **Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de sancties die kunnen worden opgelegd in de asielcentra" (nr. 1266)**

13.01 **Sarah Smeyers** (N-VA): Asielzoekers die overtredingen begaan, kunnen een sanctie krijgen, zoals de uitsluiting van bepaalde activiteiten of de verplichting om taken van algemeen nut uit te voeren. In het ergste geval kan iemand worden overgeplaatst. Toch klagen de opvangcentra over het onvermogen om ernstige

overtredingen adequaat aan te pakken. Acht de staatssecretaris de huidige sanctiemogelijkheden voldoende? Bestaan er eenduidige regels over welke sancties bij bepaalde overtredingen kunnen worden opgelegd?

In Sint-Truiden kon een zeer agressieve Tsjetsjeen niet worden overgeplaatst nadat hij de directeur rake klappen had gegeven, omdat de man in kwestie daar zelf de toestemming voor moest geven. Is dat de normale gang van zaken? Beschermen de huidige regels het personeel in de asielcentra voldoende?

Hoe wordt gecontroleerd of asielzoekers voldoende psychologische bijstand krijgen?

13.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): Elke opvangstructuur heeft een huishoudelijk reglement, dat bij aankomst aan de bewoners wordt uitgelegd. Bij de keuze van een sanctie wordt rekening gehouden met de aard van de inbreuk en de omstandigheden waarin ze werd gepleegd.

In *De Standaard* van 27 november werd bericht over kinderen die hun ouders vergezellen bij het bedelen. Sommige opvangstructuren doen een beroep op culturele bemiddelaars om deze ouders te wijzen op het belang van de leerplicht, als aanvulling op een formele sanctie. Het is, zoals overal, altijd mogelijk dat een sanctie geen effect heeft.

Voor een overplaatsing naar een andere opvangstructuur is het akkoord van de betrokkene niet nodig. Hij wordt op de hoogte gebracht van het gemotiveerde besluit tot overplaatsing en ondertekent het document voor ontvangst. Hij kan wel beroep aantekenen bij de directeur-generaal van Fedasil. Dat beroep is niet opschortend.

Als de bestaande sancties hun doel niet bereiken, kan een persoon tijdelijk worden uitgesloten uit het gehele opvangnetwerk om de veiligheid te waarborgen. Deze maatregelen dienen om zeer ernstige feiten aan te pakken.

Van elke bewoner wordt een medisch dossier opgesteld. Tijdens zijn verblijf wordt er een evaluatie van de behoeften gemaakt, ook van de behoefte aan psychologische hulp. Die asielzoeker kan ook zelf om psychologische hulp vragen en kan worden doorverwezen naar een medische dienst. De opvolging van de psychologische hulp gebeurt door de medische dienst en de gespecialiseerde externe diensten. De verzadiging van het netwerk en de lange proceduretijd hebben een impact op het psychische welzijn van de asielzoekers in de opvangcentra. De aanvragen tot psychologische opvolging stijgen.

13.03 **Sarah Smeyers** (N-VA): Ik ben blij dat het niet juist blijkt te zijn dat een asielzoeker zelf toestemming moet geven voor zijn overplaatsing.

In het feit dat sancties niet altijd adequaat zijn, zie ik een taak voor de overheid. Het is belangrijk dat er personeel wordt gevonden dat in de opvangcentra wil werken, zonder dat er gevaar is voor het eigen leven. Er moet daarom ook voldoende psychologische bijstand voor de asielzoekers zijn.

Het incident is gesloten.

14 **Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de ontruiming van asielzoekers uit het Noordstation" (nr. 1292)**

14.01 **Sarah Smeyers** (N-VA): Op 29 november moest het Noordstation op bevel van de burgemeester van Schaarbeek, mevrouw Jodogne, worden ontruimd. Een dertigtal asielzoekers is op politiebevel vertrokken en verblijft momenteel in een kraakpand waar de toestand nog schrijnender is. Gezinnen met kinderen wordt afgeraden daarheen te verhuizen.

Radeloos trekken die mensen dan naar Samu Social, de opvangdienst voor daklozen in Brussel. Ze krijgen daar een plaats, maar maximum voor één nacht omdat het een opvangstructuur voor daklozen is. Volgens Samu Social moet de federale overheid de asielzoekers opvangen.

Heeft mevrouw Jodogne met de staatssecretaris overlegd? Waren de asielzoekers in het Noordstation vooraf ingelicht? Werden de voorzieningen in het kraakpand aan het Zuidstation voldoende gecontroleerd, voor de mensen daarheen moesten verhuizen? Wanneer komen de plaatsen in de vijf leegstaande legerkazernes er nu eindelijk echt?

14.02 Staatssecretaris **Philippe Courard** (*Nederlands*): Het gaat eigenlijk niet om het Noordstation zelf, maar om een deel van het CCN-gebouw. Ik heb het initiatief van de burgemeester in de pers gelezen. Ik heb contact gehouden met de hulporganisaties die erin geslaagd zijn de mensen een betere plaats te geven.

Het openen van de kazernes is een comfortabelere en stabielere oplossing. Dat duurt nog een of twee weken. Ik wacht op het Rode Kruis. Via geduldig overleg worden spanningen weggewerkt. Alle kazernes zullen nog dit jaar opengaan.

Ik wijs er nog even op dat Samu Social in Brussel voor de opvang van 400 asielzoekers zal instaan.

De verblijfplaatsen van mensen die een niet-toewijzing kregen, is moeilijk in kaart te brengen. Sommigen worden door OCMW's opgevangen. Anderen vinden een plaats bij familie of vrienden. Nog anderen zijn aangewezen op een opvangplaats.

14.03 **Sarah Smeyers** (N-VA): Het maakt niet zoveel uit of het nu over het Noordstation of over het CCN-gebouw gaat. De vraag was of de asielzoekers waren gewaarschuwd en of de burgemeester overleg met de staatssecretaris had gepleegd. Ik vroeg ook naar de 7.000 asielzoekers die een niet-toewijzing hebben gekregen. De minister weet zelf niet waar ze heen gaan en hij maakt me niet wijs dat ze allemaal goed terechtkomen. Ik vind het een taak van de overheid om te vermijden dat er zoveel beslissingen van niet-toewijzing moeten worden genomen.

Het beleid schiet te kort. België heeft de naam het land van melk en honing te zijn. De hotels en de dwangsommen creëren een enorm aanzuigeffect. Daar komt bij dat door de jarenlange kans op regularisatie, er veel meer asielzoekers naar België gekomen zijn dan naar andere landen. Minimale maatregelen als een ontruiming zullen de zaak niet oplossen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Bij gebrek aan nieuws van de heer Willem-Frederik Schiltz, wordt zijn vraag nr. 811 geschrapt. Vraag nr. 570 van de heer Stefaan Vercamer wordt uitgesteld, aangezien hij momenteel andere verplichtingen heeft.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.10 uur.